



## Déclaration de la Commission exécutive confédérale

### **Barrer la route au FN et amplifier la mobilisation sociale**

Les citoyens ont fait preuve d'une grande responsabilité en faisant barrage au front national. Toutefois, le score élevé qu'obtient sa candidate est une blessure importante. Sans attendre de nouvelles échéances électorales, la CGT continuera résolument à lutter, avec les salariés, contre les conséquences désastreuses de l'influence grandissante de l'extrême droite.

Depuis sa création, la CGT a toujours combattu l'extrême droite et le fascisme, elle est restée fidèle à ses valeurs tout au long de son histoire.

La CGT a appelé les salariés à ne donner aucune voix à ce parti raciste, xénophobe, sexiste, homophobe, libéral et anti social. Mais c'est au quotidien, et non pas seulement au soir du premier tour de l'élection présidentielle, que la CGT et ses syndicats combattent le front national.

Les idées d'extrême droite se nourrissent et se développent sur la désespérance sociale, sur les promesses non tenues, les reniements, les besoins sociaux non satisfaits, la démocratie bafouée et la promotion de politiques d'austérité en France comme en Europe. La CGT exige une Europe sociale et solidaire.

Assurément, les leçons du 21 avril 2002 n'ont pas été retenues. La responsabilité des hommes et femmes politiques au pouvoir depuis est engagée. Ils devraient s'interroger au lieu de culpabiliser les seuls citoyens.

Ceux qui demain seront au gouvernement et au parlement doivent être conscients de la lourde responsabilité de leurs actes et des politiques qu'ils mettront en œuvre. Ne pas stopper celles qui ont conduit à une telle situation nous condamnerait à la revivre.

Le Président de la République a été élu par défaut par une grande partie de ses électeurs. Nombre d'entre eux ont combattu une loi portant son nom, une majorité s'est mobilisée pendant des mois contre la loi Travail, largement inspirée et soutenue par Emmanuel MACRON. Il doit en prendre acte. Considérer qu'il s'agirait là uniquement d'un vote d'adhésion et un blanc-seing à son programme, comme il l'a fait, jusqu'aux derniers instants de sa campagne, aux risques de renforcer le FN, serait irresponsable.

La CGT appelle solennellement Emmanuel MACRON à renoncer à imposer de nouveaux reculs sociaux par ordonnance ou 49.3.

Alors que des aspirations à une alternative sociale sont fortes, que des exigences à vivre mieux et dignement s'expriment, la responsabilité du nouveau Président et du futur gouvernement est engagée à plusieurs titres.

Les luttes n'ont jamais été aussi nombreuses durant cette période électorale traditionnellement vécue comme une période de « trêve sociale ». Il est essentiel que les travailleurs se syndiquent plus nombreux, s'organisent et se mobilisent pour leurs revendications, dans les administrations, les entreprises et les territoires sur toutes les questions qui les concernent et les impactent.

La seule solution pour éradiquer les idées d'extrême droite, c'est de répondre aux aspirations des citoyens, du monde du travail dans une société plus juste, plus fraternelle, solidaire et dans un monde de paix.

La CGT se place résolument dans une dynamique revendicative offensive pour agir contre tout projet régressif. Elle a des propositions concrètes dans les domaines sociaux et économiques pour sortir durablement de la crise. Elle appelle les syndicats, avec les salariés et retraités, à amplifier les luttes pour gagner de nouvelles conquêtes sociales.

Montreuil, le 10 mai 2017